

CONTRE L'UNION NATIONALE EN ESPAGNE: LA C.N.T.

Le militant anarchiste Agustin Rueda est mort en prison, à Madrid, des suites «d'interrogatoires».

La C.N.T., seule organisation ouvrière à se battre réellement contre le *Pacte de la Moncloa* est l'objet de provocations policières tendant à la discréditer aux yeux de la classe ouvrière, pour freiner son développement.

Pendant ce temps, l'U.G.T. et les commissions ouvrières de Catalogne appellent les travailleurs à cesser le travail une heure le 5 avril, dans le cadre de la journée d'actions pour le plein emploi, organisée par la *Confédération Européenne des Syndicats*. Dans l'appel commun U.G.T.-C.O., nous lisons dans l'exposé des motifs, que ces deux centrales sont d'accord pour constater «*la gravité de la crise économique, notamment, par l'augmentation du chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la non application par le gouvernement des points les plus positifs du pacte de la Moncloa...*».

Quand on sait que le pacte de la Moncloa est essentiellement caractérisé par l'interdiction d'augmenter les salaires au-dessus d'un niveau fixé par le gouvernement (en France, cela s'appelle la politique des revenus) et par la liberté pour les employeurs de licencier sans avoir de compte à rendre, on mesure l'ampleur des contradictions (le mot est faible, mais restons corrects!) dans lesquelles se débattent les organisations syndicales soumises aux bureaucraties des partis qui ont lié leur sort à celui du consensus social, du compromis historique.

En Espagne, c'est justement à travers ce Pacte de la Moncloa que se traduit dans les faits la tentative d'associer la classe ouvrière à la gestion de la société capitaliste en crise. Le plus fidèle soutien de cette opération de trahison des intérêts de classe, c'est, là aussi, le parti communiste, et sa courroie de transmission, les commissions ouvrières.

Dans ces conditions, demander à la classe ouvrière d'agir pour l'application correcte de l'accord de la Moncloa, c'est lui demander d'agir pour renforcer encore davantage son exploitation: c'est une trahison.

D'autant que la situation politique est loin d'avoir évolué aussi rapidement que ne le laissent supposer les mass média.

Dans un récent article, la camarade Federica Montseny a tout à fait raison d'écrire que «*malgré certaines apparences, nous ne devons pas nous leurrer. La réalité, c'est qu'en Espagne, toutes les structures et les forces existantes sous le franquisme, restent en place et en vigueur. Il y a des changements superficiels: mais au fond, rien, ou presque rien n'a changé. Les municipalités sont les mêmes qu'installa le franquisme: aujourd'hui encore, pour toutes démarches, il faut s'adresser à la bureaucratie organisée par le franquisme. Les polices, les gardes civils, la majeure partie des gouverneurs militaires sont les mêmes que sous Franco... obéissant à Madrid, c'est-à-dire à la monarchie*».

C'est donc dans ce contexte particulièrement difficile que la C.N.T. poursuit son effort de réorganisation, en même temps qu'elle est de plus en plus présente dans les conflits et les grèves que ne manquent pas de déclencher ceux des travailleurs qui n'acceptent pas le pacte social, et qui luttent pour leurs revendications. Etant bien entendu, que fidèle à son orientation anarcho-syndicaliste, la C.N.T. ne manque pas d'exprimer en permanence, que l'action revendicative n'est qu'un aspect du combat plus général que doit mener la classe ouvrière pour son émancipation intégrale, par l'instauration d'une société sans classes et sans état. Société que la C.N.T. et la F.A.I. ont entrepris de construire, avec succès en 1936-1937, et objectif auquel nos camarades ne renoncent pas.

Mais dans l'immédiat, tant que les conditions de cette transformation ne sont pas créées (1), la C.N.T. peut et doit être l'organisation ouvrière, indépendante, pratiquant l'action directe, dont les travailleurs ont besoin. Il ne fait aucun doute que le développement de la C.N.T. d'Espagne peut permettre un renforcement de l'anarcho-syndicalisme international.

Nos adversaires l'ont eux aussi compris, et pour cette raison tentent, et tenteront par tous les moyens de neutraliser la C.N.T.

Il nous appartient de ne pas laisser faire. Le comité fédéral de l'U.A.S., qui poursuit patiemment son travail d'information a décidé de l'intensifier. Un document complet relatant les obstacles auxquels se heurte la C.N.T., les provocations qu'elle subit, sera largement diffusé incessamment dans le mouvement ouvrier et les syndicats.

Il nous faut rompre le mur de silence qui entoure nos camarades, ce qui est un des moyens à notre portée, permettant un développement de notre courant, en même temps qu'une action de solidarité concrète. Par les temps qui courent, c'est loin d'être négligeable.

J. SALAMERO.

(1) Ce qui pose évidemment le problème de l'existence d'un mouvement révolutionnaire à l'échelle internationale, car la révolution sociale dans un seul pays est une entreprise vouée à l'échec.